

Congrès statutaire FGTB 2 et 3 juin

Motion d'actualité: non à l'extrême droite

L'extrême droite monte partout ces dernières années.

Jamais, depuis la seconde guerre mondiale, le danger représenté par cette idéologie meurtrière, raciste misogyne et antisociale n'a été si grand.

Un danger électoral, illustré par le succès à la présidentielle de Marine Le Pen, fin avril, en France. Succès qui ne fut heureusement pas suffisant pour qu'elle accède à la présidence de la République mais qui fut réel avec une progression tant du score électoral que de la diffusion de ses idées dans les médias.

Cette progression a également été marquée par de nombreux actes violents envers les opposants à l'extrême droite, à commencer par les étudiants en grève et les syndicalistes !

Une violence que la CGIL avait déjà connue quelques mois plus tôt en Italie !

On ne le répètera jamais assez, les syndicalistes sont toujours parmi les premières cibles de l'extrême droite. Les chemises noires de Mussolini servront d'abord à casser les mouvements de grève des ouvriers et les occupations de terres agricoles de paysans sans terre. Partout où elle arrive au pouvoir, l'extrême droite casse les corps intermédiaires, principalement ceux qui constituent des contre-pouvoirs.

En Belgique, l'occupation, ce fut aussi la dissolution des organisations syndicales et la création de l'UTMI, Union des travailleurs manuels et intellectuels, structure corporatiste et collaborationniste.

La lutte contre l'extrême droite et le fascisme commence par ce travail de mémoire et de décodage. En ce sens, la FGTB appuie pleinement l'appel de la coalition **8 mai** de refaire de cette date un jour férié. En Europe de l'Ouest, il s'agit en effet de la date officielle de la fin de la seconde guerre mondiale. À l'Est c'est le 9 et pour les Etats-Unis, c'est le 2 septembre, après la capitulation du Japon. Nous continuerons également à rappeler d'autres faits historiques, comme l'assassinat des militants de la FGTB, Pot et Grijp, par des fascistes à Anvers en 1936. Comme c'est souvent le cas, la résistance syndicale au fascisme a ici aussi été à la base de nouveaux progrès sociaux, en l'occurrence la première semaine de congés payés.

La lutte contre l'extrême droite nécessite de rassembler les personnes qui partagent les mêmes opinions.

Dans cette optique, nous renvoyons à l'exemple de VISA (Vigilance et Initiatives syndicales antifascistes) en France qui implique plusieurs organisations syndicales. Nous continuerons également à lutter contre la normalisation du discours de l'extrême-droite.

La lutte contre l'extrême droite implique que nous devons **continuer à démasquer** l'extrême droite, même si elle tente de montrer un « visage social ». Car l'extrême droite est contre les travailleurs et contre les syndicats, les représentants des travailleurs. C'est ce qu'elle nous prouve tous les jours, y compris dans les Parlements.

La lutte contre l'extrême droite est aussi un combat politique. Le **cordons sanitaire** reste nécessaire. Les partis racistes ne peuvent jamais participer au pouvoir politique, à aucun niveau que ce soit. Tous les partis et mouvements progressistes se doivent d'offrir une alternative via une politique sociale forte, qui ne laisse personne sur la touche. Les partis démocratiques ne peuvent pas se laisser tenter par l'idée de reprendre des éléments de leur discours dans l'espoir de récupérer des voix. Le vote obligatoire à l'occasion des élections doit être intégralement maintenu, de façon à ce que la politique tienne compte de toutes les couches de la population.

La lutte contre l'extrême droite passe surtout pour **une organisation syndicale, par l'exercice constant du contre-pouvoir**, par la formation (politique) des délégué·es, et par les revendications et les combats améliorant le quotidien des travailleuses et travailleurs, avec ou sans emploi. Via nos revendications pour une hausse du salaire minimum, pour la défense de la sécu, pour des services publics forts et de qualité, pour la levée du carcan de la loi de 96, pour de meilleures conditions de travail partout..., nous prouvons qu'il y a des alternatives sociales dont tout le monde peut bénéficier. Nous disons non au racisme, à la xénophobie et au sexisme. Nous nous battons pour plus de diversité sur le lieu de travail. Ainsi nous participons pleinement à la lutte antifasciste.

Cette lutte contre l'extrême droite est d'autant plus nécessaire en Belgique que les élections de 2024 approchent. Scrutin où tous les niveaux de pouvoir, du communal à l'europpéen, seront renouvelés. Mais avec une situation contrastée : en Belgique francophone, il s'agira de maintenir l'exception de l'absence d'élus d'extrême droite (sauf quelques rares conseillers communaux). En Flandre, il faudra surtout bloquer et repousser la montée de l'extrême droite. 2024 se prépare dès aujourd'hui.

Afin d'éviter un dimanche hyper noir, nous devons dès à présent et plus particulièrement dans notre organisation syndicale, continuer à travailler à une campagne cohérente et plurielle contre l'extrême droite et contre le fascisme.

Au cours des prochains mois, les Interrégionales qui organisent notamment l'action et la formation devront continuer à élaborer et porter ces stratégies avec la FGTB fédérale, en tenant compte de leurs réalités sur le terrain.

No Pasarán